

Document

Pour tout savoir (ou presque) sur l'affaire Madoff, le plus gros scandale financier de l'histoire

En fin de semaine dernière, un nouveau scandale financier a éclaté. Le gérant de fonds Bernard Madoff est accusé d'avoir monté une fraude pyramidale portant sur 50 milliards de dollars. Retour sur une -nouvelle - affaire qui secoue à nouveau la planète finance.

Itinéraire d'une arnaque

La fraude "pyramidale" que Bernard Madoff est accusé d'avoir monté fonctionne de manière très simple. Il aurait commencé à démarcher de riches investisseurs et des banques pour leur proposer des placements avec rendements élevés (8% à 13%). Officiellement, il devait placer ces fonds en actions et reverser une partie des gains à ses clients. En réalité, Bernard Madoff aurait entrepris d'attirer toujours plus d'investisseurs, utilisant ses nouvelles liquidités pour rembourser les premiers selon le vieux principe de la "cavalerie".

Si la supercherie a pu tenir, c'est avant tout en raison de la réputation de l'homme qui a même dirigé le Nasdaq, la célèbre Bourse américaine des valeurs technologiques. Très introduit dans les milieux financiers de New York et les riches familles de Long Beach et Palm Beach, il a utilisé son réseau pour recruter ses premiers clients. Parmi les plus grosses victimes de son arnaque, figurent beaucoup de ses "amis" de longue date.

Mais l'élément qui a permis à Madoff de faire décoller son affaire tient surtout à un procédé machiavélique, qui n'a rien à voir avec la finance. Rapidement, le bouche à oreille a fait son œuvre : les "placements Madoff" rapportaient beaucoup plus que les autres. Les clients potentiels se sont bousculés pour confier leur argent au gérant surdoué. Et au lieu de les accueillir à bras ouvert, il a fait la fine bouche. Il s'est permis de refuser des investisseurs fortunés à la réputation irréprochable. En quelques années, ses fonds sont devenus des placements exclusifs et réservés à une élite. Certains le suppliaient de s'occuper de leur argent. Un plan marketing impeccable.

Une société "sulfureuse"

Les premiers soupçons de la SEC (Securities Exchange Commission), le gendarme de Wall Street, sont apparus en 1992. L'institution avait enquêté sur deux comptables qui recrutaient des investisseurs pour le compte de Bernard Madoff. L'agence n'a cependant pas réussi à prouver l'existence d'une fraude pyramidale.

En 1999, Harry Markopolos, un investisseur d'une firme rivale, a alerté l'autorité de régulation boursière. Sommé par son employeur d'obtenir les mêmes résultats que les "fonds Madoff", il avait étudié la stratégie de ces derniers et conclu que de tels rendements étaient impossibles à obtenir à moins de reposer sur une fraude. Par la suite, il a encore alerté la SEC en 2005 et 2006, mais ses plaintes n'ont mené à rien. Un peu partout dans le monde financier, une série de doutes régnaient sur les fonds gérés par l'accusé. D'après Charles Monot, le président d'Iceberg Finance, le principe de fonctionnement de ces fonds était réputé "sulfureux", Bernard Madoff étant soupçonné de bénéficier d'une information sur les flux grâce à son statut de courtier alors que c'était strictement interdit. Dans le milieu, il était supposé que l'homme était protégé par son réseau, notamment en tant qu'ancien président du Nasdaq.

Le manque de crédibilité de la société d'audit du groupe de Bernard Madoff était également jugé suspect. Il s'agissait en effet d'une petite société new yorkaise, Friehling & Horowitz, "inconnue et sans référence", selon Charles Monot et avec très peu de personnel.

L'absence d'un administrateur indépendant, la présence de plusieurs membres de la famille de Madoff dans son entreprise et l'inaccessibilité de l'homme lui-même, ne rassuraient pas de nombreux professionnels de la finance.

Les défaillances de la SEC

Après l'échec de l'enquête de 1992, plusieurs experts de Wall Street pensent que la SEC a eu moins d'ardeur à déclencher de nouvelles investigations. Reste que l'agence a été alerté à trois reprises des activités suspectes de Bernard Madoff et qu'elle n'a pas cherché à investiguer plus avant.

Une enquête interne a été ordonnée par Christopher Cox, le président de la Sec jusqu'à son remplacement par Mary Shapiro nommée par Barak Obama hier. L'enquête interne du gendarme de Wall Street devra établir pourquoi les allégations de Harry Markopolos n'ont pas été jugées crédibles. Elle portera également sur les liens entre son personnel et la famille ou les sociétés de Bernard Madoff.

Les victimes de la fraude Madoff

Les petits épargnants

C'est la question du moment en France. Si au début, on a crû que les pertes consécutives à l'effondrement du château de cartes de Bernard Madoff ne concernaient que des clients institutionnels ou très fortunés, il semble que de petits épargnants soient également touchés à leur insu.

L'AMF, l'autorité des marchés financiers, a créé la panique en annonçant que 8% des 500 millions de pertes possibles sur les fonds français toucheraient le grand public. On retrouve en effet des "fonds Madoff" dans des Sicav et des FCP distribués en France. Les épargnants ont en effet investi dans des fonds de fonds, des structures qui détenaient elles-mêmes des participations dans deux fonds bourrés d'actifs Madoff: le fonds luxembourgeois Luxalpha, propriété du géant suisse UBS et le fonds irlandais Thema Fund International, piloté par la première banque européenne, HSBC.

Par un phénomène de "poupées russes", des petits épargnants se sont donc retrouvés exposés aux produits de Bernard Madoff, sans même le savoir. Cependant, ces participations sont diluées dans des portefeuilles diversifiés et les pertes seront plus limitées que pour les investisseurs exposés directement. C'est ce qu'ont voulu expliquer le gouvernement et même l'AMF dans un second temps pour tenter de calmer le jeu.

Les grosses fortunes

La base du système Madoff reposait en partie sur sa réputation et son carnet d'adresse auprès des personnalités les plus riches et les plus influentes des Etats-Unis. Parmi ses victimes, on retrouve notamment l'ancien magnat du textile, Cal Shapiro, un "ami" de plus de cinquante ans de Bernard Madoff. Il aurait investi plus de 500 millions de dollars (350 millions d'euros), dans les fonds de son ami. Autre victime médiatique, le réalisateur hollywoodien Steven Spielberg, des familles fortunées de New York, Boston et Palm Beach en particulier celle de la communauté juive, Bernard Madoff étant particulièrement bien introduit au Country Club, un club ultra-select fondé par des résidents juifs dans les années 50.

En France, on évoque les noms des familles Bettancourt (L'Oréal) et Récamier (Vuitton), des noms de la publicité et de hauts fonctionnaires. Le prince saoudien Al-Walid aurait quant à lui perdu 4 milliards de dollars dans l'affaire.

Enfin, de nombreuses fondations américaines, qui avaient confié leurs fonds à Bernard Madoff, se retrouvent aujourd'hui en grande difficulté. Celle du prix Nobel de la Paix Elie Wiesel (également touché à titre personnel) a perdu "l'essentiel de sa fortune", soit 15,2 millions de dollars, selon le quotidien "Libération". La JEHT, une association new yorkaise consacrée à la réforme du système judiciaire, va elle devoir mettre la clé sous la porte en janvier, ruinée.

Les professionnels

Dénombrer l'ensemble des banques et des fonds touchés par la fraude présumée de Bernard Madoff serait trop fastidieux. Dans un monde de la finance mondialisé, les victimes se retrouvent sur tous les continents. En France, BNP Paribas et Natixis semblent les principales victimes de cette fraude pyramidale hors norme. La banque de la rue d'Antin risque une perte de 350 millions d'euros, tandis que la filiale des groupes Caisses d'Epargne et Banque Populaire a déclaré y être exposée indirectement à hauteur de 450 millions d'euros via les placements de certains de ses clients. En Espagne, le scandale pourrait avoir un impact

supérieur à la faillite de Lehman Brothers en septembre sur les banques et la britannique HSBC va abandonner 1 milliard de dollars dans l'affaire.

Quid de Bernard Madoff?

L'ancien gérant de fonds a été assigné à résidence après avoir échoué à trouver suffisamment de garants pour sa caution. Mais il reste en liberté. Sa société a été mise en liquidation.

(latribune.fr 19.12)